

## **Différences d'échelles territoriales et construction de la discussion publique.**

**Annick Madec**

*« Moi, je sais ce qui se passe parce que j'ai une stagiaire qui est en bac pro, mais eux (les manifestants), ça n'a rien à voir, c'est des opportunistes, ils profitent juste de ça pour foutre le bordel, ils ne défendent pas leurs idées. La preuve, c'est que personne ne sait ce qui s'est passé. Je l'ai bien vu au salon : soit les gens demandent pourquoi il y a eu autant de casse, ou autant de flics, soit ils s'en foutent et n'en ont pas entendu parler, soit ils s'indignent contre les jeunes de banlieue. »*

Ces explications, recueillies début 2008, sont celles d'une commerçante, une coiffeuse, témoin<sup>1</sup> d'événements qui, en décembre 2007, ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse quotidienne régionale et ont attiré, jusqu'à Brest, micros et caméras de la presse nationale.

Que s'est-il donc passé pour qu'en janvier 2008, dans le Palais de Justice de Brest, la procureure déclare selon le quotidien *Ouest-France* : « ./.../... on ne peut pas tolérer que quelqu'un fasse régner un climat de guerre civile. »<sup>2</sup> Elle demandera un an de prison (dont 6 mois avec sursis) à l'encontre d'un étudiant accusé d'avoir mené un mouvement de lycéens qui s'élevait contre le projet Darcos.<sup>3</sup> L'autre titre local, *Le Télégramme de Brest*, propose une autre version

---

<sup>1</sup> Nous proposons de considérer cette informatrice comme une sociologue amateur qui a produit des données qui ne sont pas vérifiées mais dont la vérification est « tentée dans des discussions collectives », selon la proposition de Jean Péneff, *Le goût de l'observation*, (2009), Paris, La Découverte, p 95.

<sup>2</sup> Source : Maville, site internet de *Ouest-France* (consultation du 3 octobre 2008). Etant donné la volatilité des informations circulant sur internet, nous nous sommes intéressées exclusivement aux données fournies par la presse écrite qui constituent des archives tangibles.

<sup>3</sup> Projet qui entendait supprimer les formations BEP et en passer de 4 ans à 3 ans la préparation au bac pro après la 3<sup>ème</sup>, au nom de « l'égalité des voies de formation ».

du propos : « Toute proportion gardée, nous étions dans un contexte de guerre civile, dira même le parquet ».<sup>4</sup>

Durant deux semaines, plusieurs manifestations qui visaient à protester contre une réforme de l'enseignement professionnel se sont déroulées à Brest. Ces manifestations et des agissements en marge ont alimenté des discussions entre concitoyens. Discussions alimentées par les médias.

Nous allons, dans un premier temps, prêter l'oreille à ces discussions et, dans un second temps, nous examinerons la façon dont les deux titres de la presse quotidienne régionale ont traité ces événements. Au cours du printemps 2008, nous, enseignantes<sup>5</sup>, avons mesuré à quel point « pris collectivement, les étudiants constituent un formidable gisement d'énergie scientifique ». <sup>6</sup> Comme Jean-Michel Chapoulie, nous avons constaté lors de séances de travaux dirigés antérieures, que les étudiants étaient « capables de recueillir, parfois en s'appuyant sur leurs expériences personnelles, des données qui nous apprenaient quelque chose. »<sup>7</sup> La conscience d'être en mesure d'apprendre quelque chose aux autres rassure sur la légitimité de sa présence à l'Université. Nous avons demandé à une promotion de licence 2 d'enquêter auprès de leurs proches sur les manifestations lycéennes. Nous savions que certains étudiants avaient suivi ces événements car ils avaient des membres de leur famille ou des amis impliqués à un titre ou un autre : élèves dans les établissements scolaires concernés, parenté travaillant dans le système scolaire ou dans des lieux où ces événements avaient été parlés, relations amicales ou amoureuses avec des agents de sécurité, des médiateurs, etc. Comme Anne Raulin l'avait fait, bien avant nous, nous avons travaillé avec cette promotion selon le principe de participation : « une participation qui relance la curiosité pour l'objet puisqu'elle s'alimente à plusieurs sources, celles des différents acteurs de la formation, des informateurs et des étudiants, chacune prenant le relais de l'autre. »<sup>8</sup>

Dans une première partie de ce texte, nous présentons le travail des étudiants, mobilisé ici selon les termes de Jean-Michel Chapoulie, comme de la documentation. Nous soutenons que les paroles rapportées sont non seulement plausibles mais d'autant plus crédibles qu'elles ont été recueillies par des

---

<sup>4</sup> Dans son édition du 09 janvier 2008.

<sup>5</sup> Ce travail n'a été possible que grâce à la collaboration de Marie-Laure Déroff, à ce moment là chargée de cours, à l'Université de Brest.

<sup>6</sup> Charles Gadéa, Charles Soulié, « Réflexions sur une expérience d'initiation à la recherche en sociologie à l'Université (1994-2000) », *Genèses*, n°39, 2000, p 170.

<sup>7</sup> Jean-Michel Chapoulie, « Enseigner le travail de terrain et l'observation : témoignage sur une expérience (1970-1985) », *Genèses*, n°39, 2000, p 143.

<sup>8</sup> Anne Raulin, *Quand Besançon se donne à lire, Essais en anthropologie urbaine*, (1999), Paris, L'Harmattan, p 17.

enquêteurs avec lesquelles la question de la distance sociale enquêteur-enquêté ne se posait pas ou guère. Dans une seconde partie, la documentation mobilisée est constituée par l'ensemble des articles rédigés par les deux quotidiens régionaux intéressés par le territoire concerné : la ville de Brest. Robert Park nous incite de longue date à nous intéresser aux journaux, à vérifier en quoi nouvelles et commérages se distinguent : « Il est évident que les nouvelles, directement interprétées selon les individus, ont tendance à disperser l'attention et à faire sortir le débat de la sphère des idées abstraites et générales pour le ramener dans les limites de l'entendement et de l'univers discursif de tout un chacun. »<sup>9</sup>

Au niveau national, *Ouest-France* est le premier quotidien régional et *Le Télégramme* de Brest occupe la huitième position<sup>10</sup>. Notons qu'au plan local, la hiérarchie entre les deux titres s'inverse, puisque si *Ouest-France* devance *Le Télégramme de Brest* au niveau régional, *Le Télégramme de Brest* l'emporte au niveau du département du Finistère touchant « par endroits plus de 80% de la population »<sup>11</sup>. Au-delà du positionnement de ces titres, la particularité régionale est en effet le taux de pénétration de cette presse : 61,1% en région Bretagne pour une moyenne nationale de 35%.<sup>12</sup>

## **I- Discussion publique et interprétations divergentes**

Revenons maintenant sur ce qu'ont gardé comme souvenirs des citoyens ordinaires, mêlés de plus ou moins près au mouvement des lycéens et explorons différents univers discursifs qui ont croisé ce mouvement lycéen. Soixante points de vue se croisent dans les lignes qui suivent. Dans la plupart des cas, le rôle tenu par les médias a été évoqué, notamment par la vingtaine de lycéens interrogés, mais aussi par des enseignants et responsables d'établissements. Mais il s'agissait de parler de la force des images transmises par la télévision régionale et nationale. La colonne vertébrale qui organise la quasi totalité des témoignages recueillis est la question de la violence, violence qui a fait passer les événements brestois de la dimension locale à la dimension nationale.

---

<sup>9</sup> Robert Park, « News and the power of the press », *American journal of sociology*, n°XLVII, juillet 1941, in Géraldine Muhlmann et Edwy Plenel (textes présentés et commentés par), *Le journaliste et le sociologue*, (2008), Paris, Le Seuil/Médiathèque, p118.

<sup>10</sup> Source : Stratégies 2008.

[www.strategies.fr/vie\\_du\\_marche/chiffres\\_cles/medias/pqr2007/php](http://www.strategies.fr/vie_du_marche/chiffres_cles/medias/pqr2007/php)

<sup>11</sup> Thibault Courcelle (2003-3) « Le rôle de la presse quotidienne régionale bretonne dans la création d'une « identité bretonne » : étude comparative de *Ouest-France* et du *Télégramme* », *Hérodote*, n° 110

<sup>12</sup> Sources : Etude EPIQ. Cumul de juillet 2006 à juin 2007. Données générales sur l'audience de la Presse Quotidienne.

## Séparer l'ivraie pour sauver les bons grains

On peut ainsi montrer le fonctionnement de la violence comme opérateur pratique des classements dans le répertoire des actions protestataires, permettant de distinguer et de valoriser les actions qualifiées de « politiques » des actions auxquelles cette qualité ne peut être attribuée et qu'il faut, en conséquence, disqualifier. En tant qu'opérateur de classement, la violence apparaît alors comme le critère permettant de distinguer ce qui est politique de ce qui ne l'est pas.

Pour ce faire, sans se prononcer sur la légitimité de l'action protestataire, on peut distribuer les enquêtés selon leur degré de proximité et de distance avec cette action en particulier et l'action protestataire en général. On peut distinguer ceux qui ont connu la nouvelle par les médias de ceux qui étaient en capacité de donner des informations aux médias. Au pôle le plus proche de l'action protestataire la manière la plus courante de défendre la légitimité de l'action consiste à séparer soigneusement une forme légitime de la forme violente, en isolant « *les casseurs* » ou « *les branleurs* » des protestataires « *sincères* » et donc non violents.

Deux enseignantes de lycée professionnel du secteur privé, estiment ainsi que beaucoup d'élèves de leur lycée auraient voulu manifester contre la réforme mais qu'ils ont renoncé à le faire en voyant le tour violent que prenaient les premières manifestations : « *Il y a des gens qui ont envoyé des pierres dans la cour, il y a aussi des gamins qui s'en sont pris à des petits. Complètement idiot, quoi ! Quand les élèves ont vu comment ça tournait, ils nous ont dit : on ne va pas manifester.* »

Un lycéen de ce même établissement confirme ces propos : « *Les manifs, c'est sûr que c'est bien pour défendre sa cause, mais vu comment c'est parti avec les casseurs et tout ça, je pense qu'il valait mieux ne pas y aller* ». Un lycéen d'un autre établissement fonde la séparation sur le fait que les manifestants « *sincères* » ne savaient pas dire qui étaient ces casseurs et exprime la peur ressentie pendant les manifestations : « *Il y avait des manifestants contre la loi et d'autres ont profité de ce mouvement pour casser tout sur leur passage... J'ai eu peur pendant ce mouvement, j'ai vu qu'ils avaient allumé un gros feu au milieu de la rue et donc c'était vraiment violent, on entendait des bombes lacrymogènes qui explosaient* ».

La séparation est aussi le fait de lycéens plus âgés et dotés d'une certaine culture politique. Un lycéen en bac pro en secteur public pense qu'il n'y a pas lieu d'expliquer pourquoi certains ont cassé des abris de bus : « *C'est sans raison, quoi, c'étaient des casseurs, tous les mêmes, on les reconnaît parce que c'est tout le temps les mêmes* ». Il explique la spécificité de l'action protestataire en

milieu lycéen, en la différenciant à la fois de celle des « casseurs » et de celle des syndicats : « *On a fait une action avec la CGT. En fait, ce n'était pas vraiment une action, ils devaient déposer une lettre à la préfecture* ». Si déposer une lettre à la préfecture n'est pas vraiment une action, c'est parce qu'elle ne rentre pas dans les codes lycéens de l'action, qui sont plutôt la grève et la manifestation : « *Dans notre lycée on est plus facile à faire grève qu'à aller en cours* ». Et ce lycéen reconnaît que la culture protestataire lycéenne, dans les lycées publics, inclut le désir d'affrontement avec la police : « *Il y en a qui étaient quand même renseignés au niveau du bac pro en trois ans, mais la plupart c'étaient plutôt des branleurs qui manifestaient pour avoir les CRS, la police* ».

Une autre lycéenne oppose également, sur le même registre, les envies d'en découdre, suivant qu'elles viennent des « casseurs » ou des lycéens : « *Pour ceux de l'intérieur, c'est différent, il y a peut-être quelques gars du lycée qui ont été manipulés par ces casseurs de l'extérieur, mais bon on arrive à les gérer. Après il y a eu des casseurs qui sont allés dans les manifestations, eux on peut pas les gérer, du coup par rapport à ça, on s'est fait casser sur les medias, ça nous a décrédibilisés... Avec les casseurs, bah ça casse tout en fait* ».

La disqualification de l'action par la violence est parfois attribuée par les protestataires au regard tendancieux des medias : « *Il y a eu beaucoup de dégâts* », regrette ce lycéen, « *et malheureusement les journaux n'ont retenu que ces faits. En gros, les manifestations n'ont servi à rien. Ça dégrade l'image des manifestants qui pour la plupart n'avaient pas l'intention de casser. Dans les manifs, il y a toujours un groupe de casseurs* ». Mais un manifestant lycéen qui se distingue soigneusement des casseurs et qui a produit des vidéos sur les manifestations estime que « *si on met sur internet des vidéos de manifs « normales », ça ne servira à rien parce que personne ne regardera* ». Ce que confirme son copain : « *pour le CPE, c'était pareil, c'était surtout les débordements qui faisaient parler d'eux* ».

## **La violence disqualifiante**

Au pôle le plus opposé, l'action protestataire disparaît sous la violence, ou est saturée de significations par celle-ci. Il est souvent difficile, faute d'une investigation sociologique plus approfondie du contexte de chaque discours, de faire la part, parmi ces jugements, entre ce qui relève du conformisme, d'une aversion pour l'action protestataire en général ou pour cette action en particulier. Si l'on prend l'exemple du proviseur de ce lycée du secteur privé, investi de force par les manifestants, il semble bien que les deux motifs se mêlent. Ce responsable commence par incriminer les professeurs des lycées du secteur public qui n'hésitent pas à manipuler les élèves : « *A Dupuy de Lôme, parmi les*

*professeurs, il y en a qui sont très vulgaires, ils sont très virulents, ils ont pu aussi entraîner les gamins* ». Il incrimine aussi pêle-mêle « *des Parisiens* », « *un animateur* » et des « *extérieurs* » non déterminés. La violence ressentie - « *c'était d'une violence inouïe* » - prend ainsi la forme d'une invasion barbare : « *Il y avait des jeunes qui montaient sur les grilles, qui essayaient de rentrer dans les bâtiments, de casser des vitres, des filles complètement éméchées, je pense que c'étaient des lycéennes, mais qui s'en fichaient complètement (de la réforme des bacs pro), je ne sais même pas dans quelle série elles pouvaient se trouver* ». L'action protestataire est noyée dans une interprétation qui renvoie aux sources locales et nationales du désordre social, aux banlieues explosives de Brest et de Paris : « *On sentait beaucoup de jeunes de Pontanézen ou des quartiers difficiles,<sup>13</sup> pas mal de Maghrébins, de Noirs qui étaient là, il y avait surtout une contestation des quartiers populaires, des conditions de vie, ils voulaient tout casser et remettre en cause toutes les règles de la société. Des bandes de Paris sont venues pour apprendre un peu aux jeunes des quartiers difficiles la guérilla urbaine* ».

Dans un autre lycée du secteur privé, également investi par les manifestants, la surveillante sépare aussi soigneusement les lycéens des casseurs. « *Ils sont arrivés en masse en courant, encagoulés, dont un avec une barre de fer, ils criaient. Là on a eu un peu peur, les élèves aussi, ça a été une panique, ça nous a paru interminable, mais ça a dû durer quinze minutes. Je crois que dans la tête des lycéens, ce n'était pas le bac pro qui les dérangeait, ils avaient juste envie de manifester, de louper les cours et passer des journées en ville, mais quand ils ont vu ça, ils ont eu peur, ils ne sont pas restés. Il y a quand même eu des choses très dures, très fortes, avec beaucoup de violence, mais en plus on voyait que ces jeunes encagoulés n'étaient pas lycéens, ils n'avaient pas l'âge pour être lycéens, ça se voyait au niveau de la carrure, de la morphologie, c'était peut-être les meneurs* ».

La disqualification est d'autant plus aisée que les manifestants ne produisent pas les signes pertinents et les accessoires convenus du répertoire protestataire légitime. Comme le souligne le proviseur d'un lycée du secteur public, « *ils n'avaient pas de tracts, de banderoles, de slogans, ou alors sans rapport avec la réforme* », cette défaillance lui permettant de réduire les manifestants à un groupe de « *jeunes déscolarisés* » et de « *casseurs encagoulés* ». La violence apparaît alors comme privée de signification, pure expression de la force brute, se nourrissant d'elle-même, comme dans le propos de cette autre lycéenne : « *Quand ils étaient beaucoup, c'était là qu'il y avait de la casse en fait. Plus ils*

---

<sup>13</sup> Pontanézen est le nom de l'un des quartiers de Brest qui a connu, et connaît encore, l'ensemble des mesures généralement prises pour les quartiers populaires stigmatisés dans ce que l'on a pris l'habitude d'appeler la politique de la ville.

*étaient beaucoup, plus ils pensaient qu'ils étaient plus forts, donc ils continuaient à casser ».*

Il n'est pas très difficile de trouver des jugements comparables à plus grande distance de l'action, là où s'exprime une « opinion publique » non impliquée dans l'action. Ainsi cet ex-lycéen de bac pro, qui n'a retenu que les perturbations de circulation et la violence : *« Je sais qu'il y a eu des manifs et des émeutes. Je sais surtout qu'il y a eu des émeutes. C'est des petits cons, ces branleurs m'ont bien pourri ma journée »*. La coiffeuse, qui pense que personne ne sait ce qui s'est passé, a entendu une cliente de son salon raconter la scène suivante : *« Ils ont cassé la porte du hall (de son immeuble), ça a fait un sacré boucan, du coup j'en ai discuté avec la boulangère, elle m'a expliqué qu'ils étaient venus en bande, des bandes de jeunes, quoi. Je pense que c'est juste qu'ils s'amusent à faire ça. »*. Cette condamnation est le pendant opposé d'une position, minoritaire elle aussi, qui justifie la violence par la condamnation des autorités. Dans le même salon de coiffure, la discussion se poursuit et une militante de gauche de longue date affirme : *« De toutes façons, Sarkozy fait n'importe quoi, les jeunes ne sont pas écoutés, c'est normal qu'ils tournent mal après et fassent n'importe quoi »*.

On pourrait encore distinguer un niveau intermédiaire dans lequel la signification de la violence est neutralisée par l'effet d'une position d'acteur impliqué dans la lutte contre cette violence. Ainsi de cet agent de sécurité d'une galerie marchande affectée par l'action, qui ne se prononce pas sur la légitimité de l'action et se limite à caractériser la violence qu'il doit contenir : *« Je pense qu'ils sont un petit nombre mais ils sont là pour se battre avec les autres, avec la police, et casser ce qui est sur leur passage. C'est important de se faire entendre, mais j'espère que ça ne va pas devenir une habitude de tout casser. »*. De même, le responsable de la sécurité sur le réseau des autobus, explique son travail, sans se prononcer à aucun moment sur la nature et la légitimité de l'action protestataire, et a recours, pour qualifier le problème qu'il doit gérer, à la notion floue de violence urbaine<sup>14</sup> : *« Là on a été confronté à quelque chose de très particulier, à la violence urbaine à l'état pur. L'objet de la manifestation, c'était la violence. »*.

---

<sup>14</sup> Les sociologues s'emploient depuis longtemps à décrire ce que masque la dite violence urbaine. Michel Kokoreff, analysant les émeutes de 2005, écrit : « Les médias du monde entier ont parlé d'émeutes. En France, pour neutraliser la dimension contestataire de ce terme, une partie de la classe politique et journalistique a repris la catégorie policière de “violences urbaines”. » *Sociologie des émeutes*, (2008), Paris, Payot, p 100.

## Rassembler les faits, rétablir la continuité

On peut enfin distinguer une position très minoritaire d'acteurs fortement impliqués dans l'action contestataire qui refusent de séparer la violence de la protestation. Le constat de la violence prend alors une tournure un peu fataliste, la violence apparaît comme un effet collatéral de l'action protestataire, quasiment inévitable, qui peut être compris sinon approuvé. Ainsi ce lycéen constate: *« Il y en a certains qui ont profité au passage pour voler dans les magasins et casser des voitures, c'était pas des casseurs, c'était des manifestants, mais qui ont fait les cons »*. Une lycéenne admet que la violence est inefficace et que les protestataires ont été débordés: *« C'étaient des étudiants de la fac qui organisaient les actions et à chaque fois ils nous disaient : pas de casse. Mais bon souvent ça dégénérait. Dans les premières manifs c'était plutôt calme, il y a toujours des gens qui en profitent pour péter des trucs mais bon c'était des poubelles brûlées, des trucs comme ça au départ. Après, quand les flics ont commencé à s'en mêler, ça a commencé à chauffer. On est parti dans les rues pour protester mais ça a dégénéré. C'est même pas que des lycéens qui ont tout cassé, il y avait des mecs qui venaient d'ailleurs, c'était la zone, c'était hallucinant »*. Le bilan et le jugement sont nets et aboutissent à expliquer la violence sinon à la justifier: *« C'est les boules pour ceux qui se sont fait arrêter. La loi n'a même pas été modifiée, ça craint, on est juste passés pour des cons. Avec ce gouvernement, tu peux gueuler comme tu veux, ils bougent pas, ils n'en ont rien à branler, c'est pas étonnant qu'il y ait de la casse après »*.

Sur un autre registre, un enseignant de lycée professionnel syndicaliste analyse la violence dans le contexte plus global de l'action protestataire et des conditions de vie des lycéens: *« On a hésité parce que les élèves qu'on a n'ont pas une conscience politique très développée, donc la manipulation est facile. Il y a quand même eu des tracts qui ont été balancés. Nos gamins, ils démarrent au quart de tour et c'est des violents, ils sont gentils, hein, c'est des élèves que j'adore, ils sont sympas, mais quand tu les chatouilles un peu, ils peuvent être chauds. C'est pas des enfants de cœur, c'est pas des délinquants, mais il y en a plein dans la misère sociale et tout, faut pas les faire chier, quoi. Ils sont partis au quart de tour et on a eu du mal à maîtriser le mouvement. Il y a aussi le fait que c'était la fin du trimestre, ils en ont profité pour prendre des vacances, ils avaient envie de se taper des casques, ils ont voulu s'éclater, quoi. C'est pas la première fois que je vois ça ici, en général ça pète tous les deux ans, tous les deux ans il y a un gros clash »*.

Réinscrire la violence dans les conditions de vie n'aboutit pas forcément à la justifier, mais certainement à en distinguer des formes, à en naturaliser certaines, à en relativiser d'autres. L'enseignant complète son analyse: *« Tous les mouvements sont violents. L'altercation, c'est normal, c'est forcément violent à*



*un moment donné parce qu'ils étaient complètement décadrés, mais je ne pense pas que ce soit complètement de la violence. C'était une façon de s'exprimer. Si ça avait été de la violence pure, je connais les oiseaux et je peux te dire qu'il y aurait eu des bagnoles défoncées. C'est plutôt une confrontation, une façon de se défouler aussi, ils sont rebelles les mêmes, ils ont entendu le mot « chômage » toute leur vie, il y a ça aussi derrière, en plus des parents... ».*

## **La violence comme catégorie de classement**

Le classement des actions en violence ou en manifestation à caractère politique n'est pas seulement un effet du champ politique au sens restreint, il est aussi le fait des protestataires eux-mêmes, des acteurs impliqués dans et par la protestation, et des spectateurs directs ou indirects de l'action.<sup>15</sup> Malgré toutes les contorsions visant à justifier la violence, dans l'ordre social et symbolique considéré, pour la plupart des témoins à plus ou moins grande distance de ces événements et en ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle, la fin ne justifie pas les moyens. Du moins pour la classe d'âge considérée.

Pour les jeunes, et notamment les jeunes scolarisés dans l'enseignement professionnel, elle est vue comme une preuve d'immatunité. Comme si chacun connaissait les théories élaborées par les sociologues de la classe ouvrière et jugeait les jeunes à l'aune d'une théorie de l'éthos ouvrier. Les lycéens seraient des « *petits cons* » parce qu'ils n'auraient retenu de la culture ouvrière que sa « dimension ludique », le jeu, la farce, la démonstration de force physique, la ruse, tout ce qui permet de se faire mousser aux yeux des filles.<sup>16</sup> Et ces « *petits cons* » auraient laissé de côté l'essentiel, le travail, la discipline, le respect du bien public (les transports en commun, les établissements scolaires). En même temps, cette expression employée à maintes et maintes reprises entend de la proximité, de la familiarité, de l'indulgence : « *les petits cons* » sont jeunes et turbulents. Et chacun sait que jeunesse et turbulence passent. Du moins pour ceux que l'on reconnaît comme « les gars du coin »<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> C'est bien ce que nous explique Erik Neveu : « Le "contrôle social" que peut exercer l'Etat ne se limite jamais à l'usage des forces de police. Il passe aussi par une activité préventive de légitimation des institutions et du régime, de disqualification des formes les plus violentes de contestation. » *Sociologie des mouvements sociaux*, (2005), Paris, La Découverte/Repères, p 40.

<sup>16</sup> Isabelle Sommier, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », (1993), *Cultures & Conflits*, n° 09-10.

<sup>17</sup> Nicolas Renahy, *Les gars du coin, enquête sur une jeunesse rurale*, (2005), Paris, La Découverte/Textes à l'appui.

Nous allons voir plus loin que *Le Télégramme de Brest* a montré que les interpellés pour faits de violence étaient le plus souvent originaires de petites communes proches de Brest et non des quartiers stigmatisés. La coiffeuse affirme pourtant que nombreux sont ceux qui s'indignent contre « *les jeunes des banlieues* ». La presse locale est fort consultée mais on peut penser que ce sont ceux qui savent déjà quelque chose qui lisent avec le plus d'attention les détails d'une affaire qui les intéressait déjà avant lecture. Ceux qui se sentent le plus loin de la question survolent l'article et prêteront probablement davantage d'attention à la version d'un événement local traité à l'échelle nationale, avec les distorsions que supposent le passage du local au national. D'où le rapprochement régulièrement établi, via les nouvelles glanées dans les medias, avec la question de la « violence urbaine ». En choisissant comme cibles les biens publics, les jeunes auraient montré les mêmes intérêts, préoccupations, et possibilités d'action que les jeunes dits de banlieue. Le même manque de marge de manœuvre quand on n'est pas dans l'emploi. Le même manque d'inscription dans des traditions de lutte sociale puisque « les jeunes des banlieues » sont régulièrement présentés comme des héritiers d'une non-histoire : les enfants du chômage et non les enfants de parents qui ont une histoire politique et sociale.

## **II - La presse régionale : un cercle de discussion ?**

Certes, la coiffeuse nous a dit : personne ne sait ce qui s'est passé. Pourtant de nombreux articles ont été publiés dans la presse quotidienne régionale durant deux semaines. Plusieurs journalistes se sont mobilisés pour dire à leurs lecteurs ce qui se passait.

Dès le début du mouvement, les journaux régionaux traiteront, de façon différente, événements et protagonistes. Certains événements, certaines descriptions monteront d'un cran, sortiront des pages locales pour être reprises en pages régionales dans l'un ou l'autre des titres. *Ouest-France* couvre trois régions, Bretagne, Pays de Loire et Basse-Normandie, soit douze départements. *Le Télégramme de Brest* couvre trois des quatre départements de la Région Bretagne. Les échelles territoriales sont différentes, le passage des pages locales aux pages régionales ne peut être envisagé de la même façon pour les deux titres en concurrence.

Quand le 5 décembre, le premier jour de ces deux semaines d'agitation, *Le Télégramme de Brest* parle à propos de manifestants de « fauteurs de troubles », de « perturbateurs », *Ouest-France* inscrit le mot « casseurs ». Ce même jour, en page Bretagne, *Le Télégramme de Brest* dans un article intitulé *Lycéens en grève, la grande vadrouille* met l'accent sur le caractère bon enfant des

manifestations lycéennes qui se sont déroulées dans les petites villes des environs<sup>18</sup>.

A partir du 7 décembre, l'écart se creuse dans le traitement de l'information. *Le Télégramme de Brest* consacre la page régionale à un article de fond sur la réforme Darcos<sup>19</sup> et la page brestoise titre : *Lycéens : une journée sans queue ni tête*. *Ouest-France*, en page Brest, quatre photos à l'appui, annonce : *la manifestation tourne à l'émeute*. C'est la première fois que le mot émeute est employé.

Dans la page du *Télégramme de Brest*, on retrouve l'étudiant accusé par la procureure d'avoir fait régner un climat de guerre civile. Il est ici qualifié « d'ex-leader de l'opposition au CPE, devenu un peu le grand frère de lutte ». Les journalistes emploient le mot « chahut », parlent des vitres brisées par « des émeutiers en herbe. » L'après-midi, ils estiment qu'« en désertant le centre-ville, les élèves ont, sans le savoir, offert le “moins mauvais” scénario à des policiers en sous-effectif, réduits à limiter la casse. ».

Les journalistes semblent vouloir attirer l'attention des lecteurs sur le caractère inorganisé de ces manifestations, sur l'inexpérience et la jeunesse des intéressés qu'ils qualifient de « casseurs juniors. » On apprendra ainsi au fil de l'article qu'un des leaders, un lycéen, hésitait à s'exprimer en public tant il craignait d'être repéré par sa grand-mère, lectrice du *Télégramme de Brest*. En fin de journée : « Quatre fauteurs de troubles en herbe se font arrêter à la suite, au milieu d'un désordre sans nom. ».

Est-ce l'évocation d'une émeute qui fait passer la ville de Brest dans le titre de l'édition régionale de *Ouest-France* : *Facs : 4000 manifestants à Paris, violences à Brest* ? Les termes et évaluations sont les mêmes que dans l'édition locale : une cinquantaine de casseurs. Etaient confondus dans la manifestation lycéens s'opposant aux réformes Darcos et étudiants s'opposant à la LRU. Six jeunes ont passé la soirée au commissariat. L'édition régionale a moins de place à consacrer aux événements locaux, elle ne reprend pas le commentaire suivant : « Pour de nombreux simples citoyens, le spectacle des affrontements est tout simplement hallucinant entre ces jeunes cagoulés qui balancent pierres sur

---

<sup>18</sup> Pleyben, Pont-de-Buis, Châteaulin.

<sup>19</sup> Dans cet article, il est rappelé que 15 établissements bretons expérimentent déjà le bac pro en 3 ans. Le Conseil économique et social désapprouve mais la Région qui tient à rappeler qu'elle a la responsabilité de la formation professionnelle « n'a pas d'opposition de principe à la réforme, à condition de ne pas la généraliser dans la rapidité ». Patrick Le Lidec pose la question : « A en juger par le nombre d'expérimentations pratiquées les années passées ayant fait l'objet d'une généralisation, on peut se demander s'il ne s'agit pas avant tout d'institutionnaliser un style de gouvernement plus incrémental. » « La seconde étape de la décentralisation en France : une mise en perspective critique », (2003), *Mouvements*, n°26.

pierres, et des policiers soutenus par des agents en civil. ». *Ouest-France*, ce 7 décembre, souligne la spécificité brestoïse, oppose Brest à toutes les autres villes où se sont déroulées des manifestations parfaitement calmes<sup>20</sup>.

Le 8 décembre, pour *Le Télégramme de Brest*, il s'agit de donner « la réponse de la justice » à ce que le journaliste nomme des « manifestations lycéennes. » Fin de la garde à vue pour 5 des 6 interpellés de la veille; 4 d'entre eux ont entre 15 et 17 ans, 3 d'entre eux sont domiciliés à Brest et à Ouessant<sup>21</sup>, le 4ème à Plouvien<sup>22</sup>. L'étudiant a 25 ans, il a été remis en liberté, placé sous contrôle judiciaire. Son jugement est prévu le 8 janvier (1 mois après). Dans l'immédiat, il lui est interdit de fréquenter les établissements scolaires. Ces informations permettent au lecteur de se forger une opinion : connaissant l'âge des interpellés, il sait que ce ne sont pas des adultes mêlés aux jeunes ou déguisés en jeunes ; connaissant leur commune de résidence, il peut aussi constater que les jeunes interpellés viennent des zones rurales autant que de la ville.

*Ouest-France* compte les policiers blessés en titre : *Manif lycéenne : huit policiers blessés*. *Le Télégramme de Brest* indiquait le même nombre de blessés chez les policiers mais dans le texte. Dans l'accroche de *Ouest-France* de ce jour, l'accent est mis sur le nombre total de blessés, soit 10 personnes. Le terme casseurs est utilisé une nouvelle fois, sans guillemets. Il n'est pas spécifié que le leader étudiant ne peut plus s'approcher des lycées. Et si les âges des interpellés sont indiqués, aucune information n'est donnée sur leur domiciliation.

Quelles sont les causes et quelles peuvent être les conséquences de cet écart dans le traitement de l'information ? Selon Robert Park, « l'opinion publique est le fruit de la discussion, discussion elle-même provoquée par les interprétations divergentes que divers individus, partis ou groupes politiques, donnent aux événements »<sup>23</sup>. Si *Ouest-France* et *Le Télégramme de Brest* se présentent tous deux comme des promoteurs de l'identité régionale bretonne, ils n'ont pas le même rapport à leur lectorat. Le premier diffuse sur le Grand-Ouest, la ville de Brest a peu d'importance, tandis que le second se targue d'une « couverture fine et serrée du territoire (... et d'une) capacité à sentir et à analyser les pulsations

---

<sup>20</sup> Chiffres à l'appui, Quimper : 850, Carhaix : 200, Landerneau : 150, Châteaulin : 400, Pont-l'Abbé : 60.

<sup>21</sup> Ouessant est une des îles du Ponant, à la pointe du Finistère. Elle comptait en 2006, 859 habitants.

<sup>22</sup> Commune rurale au nord de Brest, distante de 17 km. La commune compte 3 817 habitants ( recensement intermédiaire de 2008).

<sup>23</sup> Robert Park, « News and the power of the press », *American journal of sociology*, n°XLVII, juillet 1941, in Géraldine Muhlmann et Edwy Plenel (textes présentés et commentés par), *Le journaliste et le sociologue*, (2008), Paris, Le Seuil/Médiathèque, page 112.

de notre région »<sup>24</sup>. Ce qui veut dire aussi, dans le second cas, que les lecteurs ont plus de possibilités de recouper les informations données par leur quotidien. Pour envisager les conséquences de cet écart, suivons encore le propos de Robert Park selon lequel la discussion, qui permet la formation de l'opinion publique, « suppose l'existence au sein de la population d'une communauté d'idées et d'intérêts suffisante pour permettre le débat ». Nous avons ici deux communautés différentes d'idées et d'intérêts, qui peuvent ou non se recouper, deux « publics » différents pour des interprétations divergentes d'un même ensemble de faits. *Ouest-France* défend traditionnellement l'école privée, qui a été la cible de plusieurs actions durant ce mouvement. *Le Télégramme de Brest* rappelle régulièrement qu'il défend les valeurs républicaines. De plus, les faits les plus spectaculaires se retrouveront sur les antennes nationales, qui ont un impact déterminant, constituant une troisième communauté de spectateurs, encore plus éloignée des événements, placée dans l'impossibilité de recouper les informations et de compléter les images fournies par les journalistes.

### **La construction de l'opinion à l'échelle de la communauté locale : Le Télégramme de Brest**

Reprenons rapidement la lecture du *Télégramme de Brest* jusqu'au 19 décembre, date de la fin du mouvement et du dernier article, à la veille des vacances de Noël. Le mardi 11, la parole est donnée aux syndicats enseignants. Le 12 décembre, c'est *Le dérapage* qui donne lieu à sept interpellations, mais le journal insiste encore sur la jeunesse des manifestants qui « jouent au chat et à la souris » avec gendarmes et policiers. Le 13, le quotidien siffle : « *Casse. Fin de la récré pour six lycéens brestoïis* ». Sont données des informations sur six des « émeutiers en herbe » dont les âges vont de 14 ans et demi à 18 ans, dont l'un vit à Brest et deux autres en zone rurale. Ces nouvelles informations confirment les précédentes quant au profil des jeunes interpellés.

Le 14 décembre, *Le Télégramme de Brest* hausse le ton et reprend le vocabulaire utilisé par *Ouest-France* depuis le premier jour : *Les casseurs en action*. Le journaliste salue des enseignants « vieux solides de la CGT » qui ont su se faire entendre afin que les élèves restent dans les rangs, mais les manifestants de l'après-midi ont eu des agissements qu'il réprovoque : le caillassage de bus et le fait que l'un d'entre eux a été vu tirant avec une arme de poing sur les forces de l'ordre. Pour *Le Télégramme de Brest*, un seuil est franchi quand le réseau des bus est arrêté à 19h. On lit aussi, *Casseurs : l'université secouée, son président scandalise* : « Nous avons averti la police très tôt, déclare-t-il. Comment se fait-il qu'au moment des incidents, il n'y avait aucune force de l'ordre sur les lieux ? Nous les avons alertés. C'est fou. On est bien peu protégés ! ».

---

<sup>24</sup> Voir le site du quotidien : [www.letelegramme.com](http://www.letelegramme.com)

Sans dégager les lycéens de leurs responsabilités, le journal entend signifier en donnant cette information que la communauté des adultes n'a pas su, l'après-midi, arrêter « ses » jeunes. Les lecteurs sont en effet invités à les reconnaître comme leurs – ils sont inscrits dans les internats locaux – et non comme des meneurs extérieurs. Le mot « émeutes » est employé le 15, dans un court papier, pour parler des bus endommagés. Une passagère a été légèrement blessée : *Après les émeutes de jeudi, émotion à Bibus.*<sup>25</sup> Le 15, on peut aussi connaître par la lecture du journal la position du maire qui condamne les violences et celle d'un élu de l'opposition qui appelle à l'unité pour montrer « que Brest n'est pas devenue une zone de non-droit ».

La communauté nationale s'invite dans les colonnes du *Télégramme de Brest* au cours d'un des procès dans lequel « le couperet de la “peine plancher”, matérialisant une sévérité judiciaire accrue pour les récidivistes, est tombé avec fracas à l'encontre d'un casseur ». Il s'agit là d'une des premières applications des nouvelles mesures prises sous le gouvernement Fillon. Le journaliste tient immédiatement à préciser que ce récidiviste n'est pas un membre de la communauté locale : « Dans la grande réprobation qui s'élève contre la cinquantaine de “casseurs juniors” qui ternissent le mouvement lycéen depuis une dizaine de jours, il a tout pour déplaire. Il n'est pas lycéen, justement. Il est plus âgé, 22 ans. Il est originaire de Beauvais, dans l'Oise. Il a un casier judiciaire déjà émaillé de six condamnations, pour violences, vols et conduite sans permis. ».

Le 18 est signalé le blocage symbolique du lycée professionnel public. Le 19, Le *Télégramme*, édition Brest, retrouve, pour parler de la manifestation du matin, le ton bon enfant employé au début du mouvement et titre *Lycéens sans embrouille*. Intertitre : *Manif lycéenne : moins nombreuse, plus audible*. Il est manifeste que le journal ne se focalise pas seulement sur la violence mais prend au sérieux les questions posées par la réforme du bac pro : « *Nouvelle étude du rectorat*. Le rectorat a pris acte de l'assouplissement de la note Darcos, hier, en comité technique paritaire. Il proposera une nouvelle étude, en janvier, sur les possibilités de transformation des bacs professionnels de quatre à trois ans. ». Ces informations ramènent le regard vers la communauté locale dans la mesure où la Région a la responsabilité de la formation professionnelle. Le dernier papier paru, à la veille des vacances de Noël, a un ton désabusé et réprobateur : *Lycéens : encore de la casse gratuite* : « Les manifestations ont du plomb dans l'aile depuis quelques jours, les meneurs ne réussissent pas à soulever les masses. ».

Tout au long de ce récit journalistique, la rédaction du journal montre qu'elle est attentive aux répercussions possibles des articles, et qu'il s'agit de peser

---

<sup>25</sup> Bibus est la compagnie de transports urbains de la Communauté Urbaine de Brest.

finement les responsabilités en prenant garde de ne heurter aucun groupe de cette communauté de lecteurs, ni ceux de l'école privée, ni ceux de l'école publique, aucune catégorie sociale, aucune catégorie d'âge, à l'exception, pour finir, de ceux qui sont désignés comme « casseurs » : une cinquantaine de personnes. Face aux différentes formes de protestation, le journal montre sa réprobation d'une manière graduée, il condamne les violences qui atteignent les personnes (policiers, usagers du bus) et les biens publics.

### **La construction de l'opinion à l'échelle de la communauté régionale : Ouest-France**

Suivons rapidement *Ouest-France* sur la même période, en repérant notamment les événements et les titres que la rédaction fait passer de la page locale à la page régionale. Dans la page Brest, le 12 décembre, on trouve *Le matin, une manifestation maîtrisée* et ensuite *Hier après-midi, la manifestation lycéenne dégénère*. Dans l'édition régionale sera uniquement racontée l'après-midi : *A Brest, la manifestation lycéenne dégénère*. En sous-titre : *Bataille rangée entre casseurs et policiers, hier, dans les rues de Brest*.

Le 13 décembre, *Ouest-France* Région fait une page de fond : *Faut-il généraliser le bac pro en trois ans ?* Une question qui interpelle l'ensemble de la communauté nationale. La parole est donnée à des acteurs qui appartiennent au Grand-Ouest, une géographie délimitée par le journal. Des précisions sont données sur le sort réservé aux BEP et CAP.

Le 14 décembre, jour où *Le Télégramme de Brest* hausse le ton, *Ouest-France* calme le jeu. En page Brest, le titre principal est : *Manifestation tranquille à 10h, affrontements à 16h*. La parole est largement donnée à des enseignants syndicalistes. L'article sur les affrontements reprend en titre un propos prêté à un lycéen : *Trois interpellations*. « *On peut faire pareil que les Parisiens*. ». Les domiciliations de deux interpellés sont données : un jeune homme de 22 ans, « originaire de l'Oise » et « un adolescent de 16 ans demeurant à Plouzané<sup>26</sup> ». Il est rapidement indiqué qu'un bus est pris pour cible mais le journal ne signale pas que le service a été interrompu en fin de journée sur l'ensemble du réseau. Le terme émeutiers est utilisé pour dire que les manifestants se sont regroupés dans le quartier de Pontanézen. Le terme casseurs est mis dans la bouche de « certains manifestants » : « *Les casseurs sont des laissés pour compte de la société, ils en ont marre de ne pas se faire entendre*. » L'association Pontanézen-Emeutiers-Casseurs renvoie implicitement aux émeutes de 2005 et laisse entendre qu'il s'agirait de la déclinaison locale d'un phénomène national enraciné de longue date.

---

<sup>26</sup> Petite commune rurale voisine de l'agglomération

De la même manière que pour la journée du 12, l'édition Bretagne ne soufflera mot de la manifestation tranquille du matin mais les événements violents se retrouveront dans la rubrique Faits divers : *Trois arrestations après de nouvelles émeutes à Brest*. Rien n'est dit sur les bus. La déclaration selon laquelle « On veut montrer aux Parisiens qu'on peut faire pareil qu'eux » n'est plus attribuée à un manifestant mais à un « casseur. » L'exception brestoïse est à nouveau signalée puisque « d'autres défilés ont rassemblé quelques centaines de personnes à Lorient, Quimper, Vannes, St Malo, St Brieuc, Rennes, sans incidents. »

Les informations données par le *Ouest-France* du samedi 15 décembre resteront confinées en page Brest : *Les élus unanimes pour condamner les casseurs*. Il en sera de même pour la condamnation qui a frappé le jeune homme de 22 ans qui a lancé une pierre de 757 grammes en direction d'une voiture de police. La parole politique locale ne passe pas plus que le poids de la pierre lancée de passer à l'échelle régionale. Il semblerait que seule la dramatisation, sous la forme canonique de la violence, vaille d'élargir la communauté des lecteurs.

Pour finir ce récit et rapprocher les collègues de la Presse Quotidienne Régionale, on peut enfin noter la lassitude de *Ouest-France* Brest qui résume la dernière journée : « Après une matinée revendicative, les manifestants contre la réforme des lycées professionnels n'ont pas réussi à faire repartir leur mouvement hier dans l'après-midi. » . Pas un mot de plus ne sera écrit par *Ouest-France* à l'échelle Grand-Ouest sur ces événements qui ont amené la procureure de la République à accuser un étudiant d'avoir fait régner un climat de guerre civile à Brest. Rappelons que *Le Télégramme de Brest* avait signalé, dès le troisième jour, que l'étudiant en question avait l'interdiction de fréquenter les périmètres scolaires. *Ouest-France* n'a pas signalé cette interdiction.

Si les lecteurs du *Télégramme de Brest* et, pour partie, ceux de l'édition brestoïse d'*Ouest-France*, disposaient par la lecture de leur quotidien d'éléments qui leur permettaient de se construire une opinion, de dire si un climat de guerre civile a régné durant plusieurs semaines, les lecteurs de *Ouest-France* Bretagne ont été pensés par les rédactions comme de la foule et non comme du public. Les tris opérés dans les informations font passer l'opinion du journaliste avant l'énoncé des faits qui seul, pour Robert Park, permet de construire sa propre opinion. D'être un citoyen éclairé et critique.

Il semble que la terminologie casseurs-émeutes est une manière pour les journalistes d'accéder au barreau supérieur de l'échelle de l'opinion publique, d'élargir le cercle de lecteurs. La valeur du journaliste se mesure vraisemblablement, non à sa capacité d'introduire les termes d'un débat public à l'échelle locale, mais à sa capacité de retenir l'attention de la rédaction qui va décider de faire monter le fait en page régionale, baissant ainsi le niveau du



débat à la fois au plan local et au plan régional. Le tri opéré pour passer en page régionale oriente le regard au plan local, en orientant les informations délivrées, oriente finalement le débat.

### III - Violence et débat public

Michel Kokoreff écrit à propos des émeutes de 2005 : « Or il y aurait beaucoup de choses à dire sur la manière de travailler des rédactions dans les banlieues, sur ce que les émeutes ont changé (ou pas). »<sup>27</sup> Le traitement de ces manifestations lycéennes dans la presse quotidienne régionale montre que les émeutes ont changé la manière de travailler dans des rédactions régionales.

Aujourd'hui encore, bien des désaccords subsistent sur les conclusions qu'il convient de tirer des événements survenus en novembre 2005 dans de nombreux quartiers de villes françaises. Mais si les analyses divergent, il semble bien que ces semaines agitées ont donné raison à Géraldine Mulhman qui affirme : « Qu'on le veuille ou non, le journalisme est une médiation fondamentale entre l'individu et la communauté. »<sup>28</sup> En effet, la mémoire collective nationale est marquée par la formule : les émeutes de 2005. Expression largement employée par les journalistes, à partir de laquelle peut s'engager la discussion afin de savoir si émeutes et violences urbaines sont synonymes, si ces troubles, selon les termes du Premier ministre de l'époque, relèvent de la délinquance ou du politique. Ou encore du proto-politique.<sup>29</sup>

#### Du local au national

Si l'emploi des mots violents et violence sont présents dans tous les univers discursifs rencontrés autour du mouvement lycéen, nul n'a évoqué un climat de guerre civile. « L'annonce d'une réforme, ou même d'un projet de réforme, suscite inmanquablement des conversations, soulève des questions, façonne l'actualité, et, au passage, la vie politique. », affirme Robert Park.<sup>30</sup> Connaître et comprendre cette vie politique suppose donc d'appréhender les différentes

---

<sup>27</sup> Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, (2008), Paris, Payot, p77.

<sup>28</sup> Géraldine Mulhmann, *Du journalisme en démocratie*, (2004), Paris, Payot & Rivages.

<sup>29</sup> Les sociologues ont réagi plutôt rapidement et ont débattu largement de cette question : Laurent Mucchielli, Véronique Le Goaziou (dir), *Quand les banlieues brûlent, retour sur les émeutes de 2005*, (2006), Paris, La Découverte ; Hugues Lagrange, Marco Oberti, *Emeutes urbaines et protestations, Une singularité française*, ((2006), Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; Chakri Belaïd (cord), *Banlieue, les lendemains de révolte*, (2006), Paris, La Dispute et Regards ; Gérard Mauger, Paris, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, (2006), Belin, Denis Mercklen, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, (2009), Paris, La Dispute.

<sup>30</sup> Robert Park, « News and the power of the press », *American journal of sociology*, n°XLVII, juillet 1941, in Géraldine Muhlmann et Edwy Plenel (textes présentés et commentés par), *Le journaliste et le sociologue*, op.cit, p110.

échelles de construction de la discussion publique comme autant de cadres au sein desquels les individus confrontent leurs connaissances et leurs observations aux récits des événements proposés par la presse et les autres médias. Les individus peuvent aussi opposer leur silence à ces récits.

Ces cadres ont donc un effet déterminant sur la formation des jugements politiques. Mais les échelles restent hiérarchisées. Les chaînes de télévision nationale imposent leur cadre à ceux qui n'ont pas d'informations de première main. C'est par référence à la représentation télévisuelle des émeutes urbaines de 2005 que se sont constitués les cadres locaux de la discussion publique sur les révoltes lycéennes de 2007 et que se sont formés bien des jugements politiques sur la nature et le bien-fondé de ces révoltes. Et en même temps, bien peu nombreux sont ceux qui se sont arrêtés longuement sur ces événements, qui s'en sont réellement souciés.

Ce mouvement n'était pas un mouvement de masse. Pour finir, peu de Brestois ont eu intérêt à chercher à savoir ce qui s'était passé. Pour le cercle le plus large de tous ceux qui n'ont pas eu d'informations délivrées directement par les intéressés, il ressort que la réputation d'un quartier populaire est maintenant un peu plus entachée. On sait que dans les quartiers stigmatisés, la socialisation politique des jeunes passe par la connaissance partagée des institutions police et justice<sup>31</sup>, mais il est peu vraisemblable que les interpellés de ce mouvement brestois trouvent, dans leurs bourgs, un espace où les expériences acquises pourront être partagées avec d'autres jeunes. Les trajectoires scolaires et professionnelles divergent rapidement après l'école primaire, entre « les gars du coin », ceux du lycée agricole ou professionnel, et ceux du lycée d'enseignement général.<sup>32</sup> Il est peu vraisemblable que ces expériences façonnent la vie politique de leur commune.

Les questions de violence, de peur, d'insécurité ont été posées par bien des journalistes et bien des chercheurs pour tenter de déterminer les fonctions qu'elles ont occupé dans la vie politique nationale ces dernières années. Des journaux télévisés nationaux ont été accusés, en faisant augmenter la peur, d'avoir favorisé le candidat à l'élection présidentielle, ancien ministre de l'Intérieur, qui semblait le mieux placé pour garantir l'ordre. La Bretagne, en 2007, a voté massivement en faveur du parti socialiste, le Finistère plus largement encore que les trois autres départements bretons.<sup>33</sup> En 2002, le

---

<sup>31</sup> Voir notamment le chapitre 2 « Sociologie politique de la “racaille” » rédigé par Fabien Jobard, dans Hugues Lagrange et Marco Oberto (dir), *Émeutes urbaines et protestations*, (2006), Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

<sup>32</sup> Nicolas Renahy, *op.cit.*

<sup>33</sup> Elections présidentielles du 6 mai 2007 : Ensemble de la Région Bretagne, N. Sarkozy : 47,38 ; S. Royal : 52,62 , département du Finistère N. Sarkozy : 46,14 ; S. Royal : 53,86

candidat d'extrême-droite n'a pas atteint les 12% au 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles en Bretagne, moins encore dans le Finistère 10,80%.

Au niveau national, et particulièrement en 2002, les commentateurs ont incriminé l'électorat populaire accusé d'avoir cédé aux sirènes de la peur et du populisme.<sup>34</sup> L'électorat breton n'a pas suivi les prescriptions explicites ou implicites contenues dans les nouvelles données par les grandes chaînes de télévision et notamment la plus populaire d'entre elles. Pour expliquer ces particularités bretonnes, ont été mises en avant les spécificités locales : la forte scolarisation et l'imprégnation du catholicisme. Les lecteurs du *Télégramme de Brest*, majoritaires dans le Finistère où ils sont également électeurs, ont moins répondu encore que ceux de *Ouest-France*, aux propositions autoritaires. Les deux titres participent à la construction symbolique d'une identité culturelle régionale qui gomme les appartenances sociales, et à plus forte raison les inégalités sociales. Le géographe Thibault Courcelle affirme : « Les lectorats de *Ouest-France* et du *Télégramme* sont sensiblement différents : la ligne rédactionnelle de *Ouest-France* étant proche du parti démocrate-chrétien, le quotidien est souvent perçu comme un journal de centre droit, la tonalité du *Télégramme* est elle de centre gauche laïque avec un ton incisive qui joue souvent de la fibre bas-bretonne face à Rennes. »<sup>35</sup>. Nos observations sur ces deux lectorats nous ont appris que des électeurs de gauche lisent volontiers *Ouest-France* car ils n'apprécient pas la place dévolue par *Le Télégramme de Brest* aux faits divers ou à l'horoscope. Rubriques qu'ils supposent tenues pour plaire au lectorat populaire. A l'inverse, des électeurs de droite préfèrent *Le Télégramme de Brest* car, effectivement, ils s'amuse à lire quotidiennement leur horoscope. Par ailleurs, ils sont rassurés de savoir qu'une agression dans la rue ou des violences familiales valent quelques lignes dans leur journal. Un papier sur un fait divers prouve que le fait n'est pas banal, que l'acte commis n'est pas dans la norme. Commenter un fait divers permet d'ouvrir une discussion sur des normes et des modes de vie en constante évolution.

La culture sceptique<sup>36</sup> des classes populaires qui mobilise les connaissances et expériences de la réalité quotidienne, qui fait regarder les informations locales et nationales avec « une attention oblique », qui permet de rester dans son « quant-

---

<sup>34</sup>Pour Annie Collovald, « ...“le populisme” est une injure polie qui continue à discréditer, mais dans les formes de la convenance savante. » Discréditer les classes populaires, le peuple, s'effectue au nom de l'expertise savante, expertise relayée par la presse nationale. Annie Collovald cite ainsi *Le Monde* et *Libération* dès la première page de son ouvrage. *Le “Populisme du FN” un dangereux contresens*, (2004), Bellecombe-en Bauges, Editions du Croquant.

<sup>35</sup> *Op.cit.*

<sup>36</sup> Michel Verret, *La culture ouvrière*, (1988), Saint Sébastien, ACL Edition

à-soi »<sup>37</sup>, n'est pas présentée comme un garde-fou. Pas davantage la capacité de construire de la discussion au détour d'une rue, au coin du zinc, dans le salon de coiffure ou en attendant le bus. Pourtant à Brest, dans les quartiers populaires, existe encore de la sociabilité publique informelle entre pairs sur la base de relations à plaisanteries : source et ressource de débats publics qui joue, pour partie, un rôle de contre-pouvoir en commentant ironiquement le travail des journalistes.

Les forces politiques qui occupent le terrain du pouvoir actuellement en Région Bretagne s'accordent pour donner le primat à l'appartenance culturelle. *Ouest-France*, dans sa volonté d'expansion, ne peut s'attarder sur les spécificités de l'histoire sociale locale qui risqueraient d'entamer le mythe de la fraternité bretonne.<sup>38</sup> Les paradoxes du *Télégramme de Brest* se montrent régulièrement entre des positions éditoriales qui participent à la construction du mythe de la culture commune et le traitement des informations locales qui montrent que journalistes et lecteurs ne sont pas dupes du mythe<sup>39</sup> et savent de longue expérience que le simple fait de vivre sur un même territoire géographique ne fait pas de tous les habitants de ce territoire des égaux.

Annick.Madec@univ-brest.fr

EA 3149 - Atelier de Recherche Sociologique (ARS) -

---

<sup>37</sup>Caractéristiques des classes populaires bien connues depuis les travaux de Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, (1970), Paris, Les Editions de Minuit : « A l'égard des journaux on adopte un ton de cynisme indulgent : "Les journaux racontent n'importe quoi". » Ces groupes sociaux expriment plus régulièrement leur scepticisme que bien des lecteurs du *Monde* qui semblent accorder d'emblée un certain crédit à ce quotidien.

<sup>38</sup> Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, (1996), Paris, La Découverte.

<sup>39</sup> Nul besoin, pour les uns et les autres, d'avoir lu André Siegfried pour savoir que "L'arsenal de Brest a toujours été turbulent", mais utile peut-être de savoir que si Siegfried a été le premier à croiser géographie et fait religieux en matière électorale, il a aussi décrit plus particulièrement la population ouvrière brestoise et évoquer : "l'individualisme indisciplinable de la race la moins hiérarchique qui soit". Il parlait d'une population militaire par destination, anarchiste par tempérament. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, (1995), Paris, Imprimerie Nationale, 1<sup>ère</sup> édition 1913.